



Délégation socialiste française

Communiqué de la délégation socialiste française

Après le referendum grec : l'euro, l'urgence de l'avènement du politique

Strasbourg – dimanche 5 juillet 2015 - <http://www.deputes-socialistes.eu/?p=11376>

Les citoyens grecs se sont exprimés aujourd'hui, par la voie d'un referendum, sur les propositions faites par les institutions, l'ex-Troïka (Commission européenne, BCE, FMI). Ils les ont clairement rejetées car, pour eux, elles incarnaient la poursuite de l'austérité et ne réglait pas la question de la dette. Ils doivent être entendus.

La délégation socialiste française continue de plaider pour un retour rapide à la table des négociations et s'opposera à ceux qui veulent humilier la Grèce en cherchant à l'exclure de la zone euro.

Mais ces négociations ne peuvent reprendre comme si rien ne s'était passé ; à l'urgence des créanciers vis-à-vis de leur débiteur doit répondre l'urgence politique : il faut mettre fin aux réunions de l'eurogroupe de la « dernière chance » qui tiennent plus de la réunion de marchands de tapis que de bâtisseurs de solution. Cette méthode aura été un piège mutuel pour la Grèce et l'Union européenne.

Parce que l'Euro est un projet politique et que la situation actuelle menace l'édifice dans son ensemble - les spéculateurs sont à l'affût d'un Grexit - il faut changer d'échelle et empêcher les opinions publiques européennes de se dresser les unes contre les autres.

Pour faire face à l'urgence, il faut donner des raisons d'espérer aux Grecs : les sacrifices qu'ils ont consentis doivent avoir une fin, et cette fin passe notamment par une renégociation de la dette et des investissements massifs. Il faut aussi aider le Gouvernement Tsipras à reconstruire un Etat, à commencer par une administration fiscale.

Ensuite, parce que la crise grecque n'est pas seulement une crise grecque, mais aussi la crise d'une zone euro inachevée, il faudra une véritable Union européenne et monétaire.

L'objectif doit être de se doter d'une union politique capable de piloter la zone euro, pour dire l'intérêt général européen et dépasser le divorce entre pays en surplus et pays en déficit. La zone euro ne peut plus avoir une gouvernance économique qui additionne 19 économies nationales sans réflexion d'ensemble.

La réponse à cette nouvelle crise passe par plus d'intégration européenne, et non pas par un recul de l'Europe ; par une autre politique économique, par une négociation sur une dette insoutenable. Cette intégration devra se faire sans tabou : mutualisation des dettes, création d'une assurance chômage européenne, achèvement de l'Union bancaire avec une solidarité européenne, budget de la zone euro à la hauteur des défis, flexibilité budgétaire... Enfin, un renforcement de la démocratie est indispensable via un rôle accru du Parlement européen dans la gouvernance économique.

Au-delà de l'Euro, l'intérêt des Européens doit prévaloir : il est dans l'union, la convergence, la solidarité !

Bruxelles	Strasbourg	Paris
47-53, rue Wiertz	Allée du Printemps	288, boulevard St Germain
ASP14G358	WIC-MO5074	1 ^{er} étage
B.1047 Bruxelles tél +32.2.284.47.09 fax +32.2.284.69.80	F.67000 Strasbourg tél +33.3.88.17.36.29 fax +33.3.88.17.94.82	F.75007 Paris tél +33.1.47.05.26.63 fax +33.1.47.53.05.17